

1	ZOOM Extrême droite : rien d'inéluctable !	
2	<p>Les résultats des élections du printemps 2024 montrent un enracinement du vote d'extrême droite et la porosité d'une partie du champ politique à ses idées. Si le danger immédiat a été écarté, le risque reste présent de voir arriver au pouvoir un parti raciste, antisocial dont les intérêts sont à l'opposé de ceux des travailleurs et des travailleuses. C'est donc bien aussi la responsabilité du syndicalisme de lutter contre ce danger.</p>	
3	<p>Cette situation en France n'est pas sans lien avec les évolutions des résultats de l'extrême droite dans de nombreux pays. En Europe, deux pays sont dirigés par l'extrême droite (Italie, Hongrie). Elle participe au gouvernement aux Pays-Bas, en Slovaquie ou en Finlande.</p> <p>Cette emprise n'est pas inéluctable comme l'ont montré le Brésil ou la Pologne où le mouvement social a pris sa place pour renverser les gouvernements d'extrême droite.</p>	
4	<p>Cette progression électorale de l'extrême droite s'explique par plusieurs facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un discours médiatico-politique normalisant les thèses d'extrême droite et instrumentalisant des faits divers tragiques pour créer un climat permettant l'adoption des lois "immigration" ou "sécurité publique". - des politiques publiques menées provoquant une hausse des inégalités et délaissant des pans entiers de la population. - un détournement par l'extrême droite des valeurs comme la laïcité, le féminisme ou l'écologie. - la fragilisation des salarié·es par la perte de sens de leur métier et les répercussions de l'évolution des pratiques managériales. 	
5	<p>Elle n'épargne aucun secteur de la société y compris au sein de nos métiers. Les ressorts de ce vote sont multiples. Il trouve notamment ses motivations dans les discours antisociaux et stigmatisant les exclu·es du travail réduit·es au rang « d'assisté·es » ainsi que dans les dynamiques racistes qui parcourent la société.</p>	
6	<p>La proximité avec une organisation syndicale modifie le comportement électoral et diminue le vote en faveur de l'extrême droite (19% contre 37% pour les personnes ne se déclarant proches d'aucun syndicat). Cela renforce l'enjeu pour la FSU de développer la présence du syndicalisme au</p>	

	plus près des salarié·es.	
7	Nos tâches syndicales	
8	Dans ce climat, la FSU se donne un mandat pour analyser plus en détail les ressorts de ce vote dans ses champs de syndicalisation et celui de la jeunesse. Elle décide de travailler sur trois axes.	
9	Tout d'abord, développer la syndicalisation est la première des réponses. La FSU continuera à sécuriser son organisation et ses capacités d'actions syndicales confrontées aux offensives de l'extrême droite comme à protéger les militant·es et agent·es visé·es par les attaques de l'extrême droite. En effet, des militant·es engagé·es dans la lutte contre l'extrême droite font l'objet de fichage, d'affichage public, de menaces. La FSU a toujours réagi immédiatement et travaille à renforcer des outils permettant de déployer une réaction forte et rapide pour aider les victimes de tels agissements. Elle décide d'aider les sections départementales et les syndicats nationaux à se doter des moyens de prévenir de tels actes.	
10	Dans le même temps, elle entend augmenter sa capacité de lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques par des actions de type "éducation populaire" dans nos milieux professionnels, au plus près des salarié·es et agent·es de la Fonction publique et également, particularité de notre implantation syndicale, en direction des usager·es des services publics. Deux axes forts de cette campagne de proximité sont à mener de front : mettre en lumière son imposture sociale et déconstruire le racisme, lequel divise le monde du travail. Cette dernière dimension pourra prendre appui sur la campagne intersyndicale interprofessionnelle de "lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail". La FSU se donne pour objectif la construction de cadres unitaires larges pour lutter dans la durée contre l'extrême droite à l'instar du travail unitaire déjà mené dans l'éducation comme dans Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA). Cela pourrait déboucher sur la construction d'actions de formations syndicales, de documents à destination des salarié·es, d'initiatives publiques...	
11	Enfin, elle contribuera à dessiner d'autres perspectives, mêlant mobilisations syndicales pour nos revendications et construction d'alternatives sociales et écologiques.	
12	La lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques constitue une priorité dans laquelle l'unité la plus large est un enjeu central.	

	L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite n'est en rien inéluctable.	
--	---	--